



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent une nouvelle série de sanctions contre la « machine de guerre russe »
2. Les États-Unis concluent la première phase de négociations d'un accord commercial avec Taïwan
3. Le Département du Trésor précise les règles de contenu local de l'IRA pour les projets énergétiques
4. Des Représentants à la Chambre exhortent l'administration à négocier un accord de libre-échange avec Londres

Climat – énergie – environnement

5. Les pays du QUAD annoncent renforcer leur collaboration en matière de climat et d'énergie propre
6. Les États-Unis et l'Australie signent un pacte sur le climat, les minéraux critiques et la transition énergétique
7. Les États-Unis renforcent leur coopération avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur le climat et les minéraux critiques
8. Les 7 États qui se partagent les eaux du Colorado s'entendent pour limiter la captation de l'eau jusqu'en 2026

Transport et infrastructure

9. L'administration fédérale publie un appel à projets de 220 M\$ dédié au transport par ferry

Industrie

10. Premières tensions entre l'industrie et l'administration sur la mise en œuvre du CHIPS Act

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA anticipe un marché globalement « baissier » des matières premières agricoles

Numérique et innovation

12. L'interdiction de l'application TikTok dans l'État du Montana est attaquée en justice
13. Le Président Biden dévoile sa feuille de route en matière d'IA

Santé

14. La FTC souhaite renforcer la réglementation sur la confidentialité des données de santé en ligne

[Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, ici.](#)

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent une nouvelle série de sanctions contre la « machine de guerre russe »

Le 19 mai 2023, le Département du Trésor américain a [annoncé](#) l'adoption de nouvelles sanctions à l'égard de la Russie, en coordination avec les membres du G7. « *Les mesures adoptées aujourd'hui resserreront davantage l'étau sur la capacité de Vladimir Poutine à mener son invasion barbare et feront progresser nos efforts au niveau mondial pour mettre fin aux tentatives russes d'échapper aux sanctions* », a indiqué la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen. Ces sanctions concernent 22 individus et 104 entités accusées de soutenir le contournement des sanctions au profit de la Russie. Le Département d'État a également [indiqué](#) avoir désigné 200 individus, entités, navires et aéronefs accusés d'apporter un soutien aux forces militaires russes et au contournement des sanctions américaines. De son côté, le Département du Commerce américain a [ajouté](#) 71 entités à l'*Entity List* afin d'empêcher la Russie d'accéder à des biens et technologies sensibles. Dans le cadre de la coopération inter-agence mise en place aux États-Unis, le Réseau de lutte contre la criminalité financière (FinCEN) du Département du Trésor américain et le Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce ont également [publié](#) une « note d'alerte » conjointe appelant à maintenir une vigilance concernant de possibles pratiques de violation des mesures de contrôle-export visant la Russie.

2. Les États-Unis concluent la première phase de négociations d'un accord commercial avec Taïwan

Une première phase de négociations a été conclue le 18 mai 2023 entre les États-Unis et Taïwan dans le cadre de leur « Initiative sur le commerce du 21^e siècle », lancée en juin 2022. Cet accord « *représente une étape importante en faveur du renforcement des relations économiques entre les États-Unis et Taïwan* », a [déclaré](#) la Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai. L'accord [couvre](#) les domaines relatifs aux pratiques douanières et la facilitation des échanges, aux bonnes pratiques réglementaires, à la réglementation intérieure des services, à la lutte contre la corruption et aux petites et moyennes entreprises. Cet accord, dont la signature devrait formellement intervenir dans les prochaines

semaines, ouvrira la voie au lancement de négociations sur les autres domaines couverts par le mandat de négociations agréé par les deux parties en août 2022, à savoir le secteur agricole, les normes de conformité en matière commerciale, le commerce numérique, le droit du travail, l'environnement, les entreprises publiques et les pratiques commerciales déloyales.

La conclusion de cette première phase de négociations intervient dans un contexte de tensions persistantes entre les États-Unis et la Chine. Réunis à Hiroshima le 20 mai 2023, les dirigeants du G7 ont [déclaré](#) que toute tentative de « *coercition économique* » pourrait avoir « *des conséquences* », visant implicitement certaines pratiques mises en œuvre par Pékin, et ont évoqué également pour la première fois conjointement l'examen de la possibilité de recourir à un contrôle des investissements sortants. De son côté, la Commission spéciale de la Chambre des représentants sur la concurrence stratégique avec la Chine a formulé plusieurs recommandations à destination de l'administration Biden relatives à « [la réponse au génocide du peuple ouïghour](#) » et « [au maintien de la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan](#) », à la suite notamment d'un exercice réalisé en avril dernier simulant une réaction militaire américaine en cas d'invasion de Taïwan par la Chine. Le Président Biden a néanmoins déclaré en marge du Sommet que les relations entre Washington et Pékin devraient connaître un « dégel très prochainement », alors que le ministre du commerce chinois Wang Wentao s'est rendu cette semaine aux États-Unis à l'occasion de la réunion ministérielle de l'APEC. Il s'est entretenu en amont de cette réunion avec la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo, dans le cadre de sa première visite à Washington depuis le début de l'administration Biden.

3. Le Département du Trésor précise les règles de contenu local de l'IRA pour les projets énergétiques

Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 12 mai de premières orientations sur la mise en œuvre des règles de contenu local applicables aux crédits d'impôt dans le secteur de l'énergie propre prévus par l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Aux termes de la loi, le respect de ces règles permet de bénéficier d'un « bonus » au titre des crédits d'impôts alloués pour l'investissement dans les projets énergétiques et la production d'énergie

propre. Afin d'y satisfaire, l'ensemble du fer et de l'acier utilisé dans les installations énergétiques doit être produit aux États-Unis, et 40 % du coût total des produits manufacturés de ces installations (20 % pour l'éolien en mer) doivent être « *extraits, produits ou manufacturés aux États-Unis* ».

La publication du Département du Trésor apporte plusieurs précisions sur la mise en œuvre de ces dispositions. S'agissant des exigences de contenu local applicables au fer et à l'acier, elle se réfère aux règles applicables aux projets d'infrastructures bénéficiant de fonds fédéraux (« *Buy America* »). Ainsi, les critères (i) sont remplis si tous les processus de production se déroulent aux États-Unis et (ii) ne s'appliquent pas au fer et à l'acier utilisés comme intrants de produits manufacturés (comme les vis ou écrous). S'agissant des produits manufacturés, elle précise que sont considérés comme produits aux États-Unis les biens dont (i) tous les processus de fabrication ont lieu aux États-Unis et (ii) tous les composants sont d'origine américaine (c'est-à-dire fabriqués aux États-Unis, quelle que soit l'origine de leurs sous-composants). Cette publication a donné lieu à des réactions partagées. Les Sénateurs démocrates [L. Manchin](#) (Virginie Occidentale) et [R. Wyden](#) (Oregon), Président de la Commission des finances, tout comme certains représentants du secteur privé ([Solar Energy Manufacturing for America Coalition](#)) ont dénoncé une interprétation trop laxiste de la loi, notamment parce qu'elle permettrait à certains sous-composants d'échapper à l'application des critères de contenu local. À l'inverse, les Sénateurs démocrates [B. Casey](#) (Pennsylvanie – un des principaux États américains producteurs d'acier) et [S. Brown](#) (Ohio – qui accueille un important site de production de l'entreprise américaine First Solar), ont salué la publication de ces orientations qui permettront de « *prioriser la production américaine* ».

4. Des Représentants à la Chambre exhortent l'administration à négocier un accord de libre-échange avec Londres

Les Représentants A. Smith (R – Nebraska) et J. Himes (D – Connecticut) ont [introduit](#) le 24 mai une proposition de loi visant à donner l'autorité nécessaire à l'Administration pour négocier un accord de libre-échange avec le Royaume-Uni. Cette proposition, qui constitue l'équivalent à la Chambre d'un texte introduit en mars au Sénat par C. Coons (D – Delaware) et J. Thune (R – Dakota du Sud) [voir [Flash Accents du 3 mars 2023](#)], témoigne de l'existence d'un intérêt bipartisan et bicaméral

pour la conclusion d'un tel accord avec Londres. Le texte requerrait que l'exécutif consulte le Congrès dans ces négociations, qui devraient couvrir « *les droits de douane et les barrières non-tarifaires affectant toute industrie, produit ou secteur des services* ». Cette proposition contient également un paragraphe évoquant ce qu'elle estime être le souhait du Congrès de voir « *les États-Unis poursuivre des relations commerciales et d'investissement plus ouvertes avec leurs alliés* ».

Brèves

- La Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai a [annoncé](#) le 22 mai avoir formellement demandé au Mexique d'examiner les conditions de respect des droits des travailleurs d'une usine de production mexicaine de l'entreprise Goodyear. Il s'agit du huitième cas d'activation par les États-Unis du Mécanisme de réponse rapide (MRR) pour la protection des droits des travailleurs institué par l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA).
- Le Bureau de la Représentante au Commerce (USTR) a [publié](#) le 23 mai un résumé des textes proposés par les États-Unis dans le cadre des négociations en cours avec le Kenya pour un « Partenariat stratégique commercial et d'investissement » (*Strategic Trade and Investment Partnership* – STIP), lancé l'année dernière. D'après ce résumé, les propositions américaines couvrent à ce stade l'agriculture, la lutte contre la corruption, les petites et moyennes entreprises et la réglementation des services.
- Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 18 mai 2023 une note sur la mise en œuvre du « price cap » sur le pétrole russe. Selon cette note, les mesures de plafonnement du prix du baril à 60 \$, entrées en vigueur en décembre 2022, ont permis de réduire le poids des revenus russes liés à l'exploitation du pétrole, qui représentent désormais 23 % du budget de la Russie, contre 35 % avant l'invasion en Ukraine.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 23 mai 2023 quatre entités et un individu accusés d'être impliqués dans des activités cyber malveillantes au profit du gouvernement de Corée du Nord.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 24 mai 2023 vingt-six personnes et entités affiliées au groupe terroriste al-Shabaab en Somalie.

Climat - Énergie - Environnement

5. Les pays du QUAD annoncent renforcer leur collaboration en matière de climat et d'énergie propre

Le Président américain Joe Biden, le Premier ministre australien Anthony Albanese, le Premier ministre japonais Kishida Fumio et le Premier ministre indien Narendra Modi se sont [rencontrés](#) à Hiroshima le 20 mai, en marge du sommet du G7, pour la cinquième édition du Sommet des dirigeants du QUAD.

À cette occasion, les dirigeants ont notamment annoncé des initiatives en matière de climat, de sécurité maritime et d'énergie propre.

En termes d'investissements, les dirigeants ont lancé le Quad Investors Network (QUIN) un réseau d'investisseurs qui vise à encourager le co-investissement afin d'accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement des pays du QUAD. Selon le communiqué, le QUIN facilitera l'accès au capital et les partenariats technologiques grâce à la création d'un conseil consultatif composé de chefs d'entreprise et de groupes de travail d'experts.

Le QUAD entend également travailler pour identifier et combler les lacunes dans les capacités de ses membres sur le segment des minéraux critiques ou des technologies essentielles nécessaires aux énergies propres, en particulier le photovoltaïque, les électrolyseurs et les batteries de véhicules électriques. Le QUAD a notamment établi des [principes communs](#) pour les chaînes d'approvisionnement des énergies propres.

D'autre part, le Service d'information sur le climat (CIS) du QUAD s'engage à renforcer ses moyens, ainsi que la coopération et le partage de données climatiques dans l'Indopacifique. Les États-Unis indiquent aussi qu'ils fourniront une assistance technique aux pays insulaires du Pacifique afin d'accroître leur capacité à anticiper et à se préparer aux climats actuels et futurs.

6. Les États-Unis et l'Australie signent un pacte sur le climat, les minéraux critiques et la transition énergétique

Le 20 mai, en marge du sommet du G7 à Hiroshima, les États-Unis et l'Australie ont [signé](#) un pacte sur le climat, les minéraux critiques et la transition énergétique. Le pacte s'articule autour de quatre objectifs principaux :

- (1) Accélérer l'expansion et la diversification des chaînes d'approvisionnement en énergies propres, de bout en bout ;
- (2) Promouvoir un approvisionnement responsable, durable et stable en minéraux critiques ;

(3) Favoriser le développement des technologies émergentes en matière de batteries ;

(4) Soutenir le développement des marchés émergents de l'hydrogène propre et de ses dérivés. Le Président Biden et le Premier ministre Albanese ont chargé leurs administrations d'élaborer un plan d'action d'ici la fin de l'année 2023. Soulignant le rôle central des minéraux critiques dans la transition énergétique, l'Australie et les États-Unis établissent également une *Taskforce Australie-États-Unis sur les minéraux critiques* au niveau ministériel.

7. Les États-Unis renforcent leur coopération avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur le climat et les minéraux critiques

En marge du sommet du G7, les États-Unis ont [annoncé](#) leur intention de renforcer les relations économiques et la coopération avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG). À ce titre, par l'intermédiaire de l'USAID, les États-Unis fourniront 12,5 M\$ pour aider la PNG à faire face à la crise climatique. L'USAID prévoit d'accroître l'accès de la PNG aux énergies renouvelables et aux systèmes d'eau potable et d'assainissement, de soutenir les solutions fondées sur la nature et de protéger la biodiversité du pays.

Par ailleurs, le Département d'État américain (DoS) a l'intention de fournir 1,25 M\$ d'assistance technique et de conseils d'experts. Cette assistance doit venir renforcer la capacité institutionnelle de la PNG à consolider son cadre réglementaire, à soutenir des processus d'appels d'offres compétitifs et transparents pour ses ressources minérales, à renforcer ses capacités géo scientifiques et à développer des stratégies durables pour le secteur minier.

Le communiqué rappelle que depuis 2020, le soutien de l'USAID pour l'électrification de la PNG, qui vise à étendre l'accès à l'électricité à 70 % des Papouan-Néo-Guinéens d'ici 2030, a amélioré l'accès à l'énergie pour plus de 600 000 Papouan-Néo-Guinéens.

8. Les 7 États qui se partagent les eaux du Colorado s'entendent pour limiter la captation de l'eau jusqu'en 2026

Le fleuve Colorado est une ressource majeure en eau pour plus de 40 M d'habitants, dont 30 tribus indiennes, de 7 États de l'ouest américain – Colorado, Utah, Wyoming et Nouveau Mexique qui forment le bassin supérieur (*Upper Basin*) et

Californie, Nevada et Arizona qui forment le bassin inférieur (*Lower Bassin*). Il est une source majeure d'eau potable, d'irrigation pour l'agriculture (sur plus de 2 millions d'hectares) et d'électricité, grâce aux barrages Hoover et Glen Canyon qui produisent de l'énergie pour plus de 15 M d'Américains. En raison des épisodes de sécheresses prolongés, le débit du Colorado a baissé de 20 % ces dernières 20 ans. Le barrage Hoover pourrait être arrêté, alors que le lac qui l'alimente, le lac Mead, n'est rempli qu'à 28 % de ses capacités. Ce phénomène risque de s'accroître avec le changement climatique qui touche la région de plein fouet, puisqu'il est estimé qu'une augmentation de +1°C engendrerait une baisse additionnelle du débit de 9 %.

La répartition des droits de puiser dans les eaux du Colorado est fixée par un accord entre les 7 États qui date de 1922 mais qui n'est plus adaptée à la nouvelle réalité. Depuis 2019, plusieurs accords de réduction de captation des eaux ont été conclus entre les différents États. Toutefois, face à l'aggravation de la situation et à l'impossibilité des États d'adopter des réductions plus ambitieuses, l'administration fédérale a présenté un plan de réduction de 2 millions d'acres-pieds par an (soit 2 Md de m³ ou 2 000 gigalitres) jusqu'en 2026, le *Draft Environmental Impact Statement* (DSEIS). L'administration fédérale a justifié sa compétence à agir en raison de l'urgence pour la santé et la sécurité hydrique des populations. Sa proposition contenait deux options de réduction : la première basée sur l'ancienneté des droits de captage (très favorable à la Californie, compte tenu de l'ancienneté de ses droits) et la seconde

proportionnelle à la détention de droits actuelle. La Californie a vite été confrontée aux 6 autres États menant les discussions dans l'impasse.

Le lundi 21 mai, les autorités des 3 États du bassin inférieur ont trouvé un [accord de réduction](#), de 3 millions d'acres-pieds jusqu'en 2026, sur leur allocation annuelle de 7,5 millions d'acres-pieds. La Californie aurait accepté de prendre à sa charge plus de la moitié de cette réduction, alors que le remplissage des réservoirs est estimé à 150 % de leur moyenne annuelle cette année, compte tenu de précipitations et d'un enneigement record.

Les réductions de captage de la part des autorités de gestion des eaux et des tribus, qui auraient pris des engagements d'économies, seraient compensées financièrement à plus des deux tiers par des fonds issus de l'*Inflation Reduction Act* selon des conditions qui ne sont pas encore connues. L'effort à réaliser sur le tiers restant est encore à négocier entre les 3 États.

L'administration Biden a [salué](#) cet accord, tout en précisant qu'elle allait analyser ses contours exacts avant de retirer son plan (DSEIS) proposé en avril 2023. Quoi qu'il en soit, les négociations doivent se poursuivre sur l'après 2026.

Brèves

➤ Dans le cadre du programme *Investing in America* du Président Biden, le Département de l'Énergie américain (DoE) a [annoncé](#) un financement de près de 42 M\$ pour 22 projets dans 14 États afin de faire progresser les technologies de production, de stockage et du déploiement de l'hydrogène propre.

Transport et infrastructure

9. L'administration fédérale publie un appel à projets de 220 M\$ dédié au transport par ferry

Le 18 mai, dans le cadre du déploiement de la loi bipartite pour les infrastructures (BIL), la Federal Transit Administration (FTA) du Département américain des Transports (DoT) a [publié](#) un avis de financement (NOFO) de 220 M\$ au titre de l'année fiscale 2023, destiné à moderniser les services de transport de passagers par ferries, empruntés par 3 millions d'utilisateurs tous les mois. Les fonds de l'appel à projets proviennent de deux programmes distincts. Le premier est réservé aux communautés rurales (FSRC – *Ferry Service for Rural Communities*

Program) et mettra à disposition 170 M\$ pour soutenir les dépenses relatives à l'investissement, à l'exploitation ou à la planification des services dans ces territoires. Le second (PFG – *Passenger Ferry Grant Program*) pourra être mobilisé pour financer les projets d'achat, de remplacement ou de modernisation des ferries, de leurs terminaux ou autres installations associées. Doté d'une enveloppe de 50 M\$ pour l'année fiscale 2023, le PFG prévoit que 5 M\$ de ses fonds soient exclusivement réservés au financement de projets concernant des ferries à émissions faibles ou nulles, utilisant des batteries électriques ou des piles à combustible, ou leurs infrastructures associées.

Industrie

10. Premières tensions entre l'industrie et l'administration sur la mise en œuvre du CHIPS Act

Près d'un an après la signature du CHIPS & Science Act, le programme CHIPS for America du Département du Commerce américain (DoC) suscite l'intérêt mais aussi des inquiétudes de la part de l'industrie microélectronique américaine. En premier lieu, les «garde-fous» de sécurité adossés au versement des subventions, tels qu'ils ont été proposés par le DoC, font l'objet de commentaires publics de la part de la Semiconductor Industry Association (SIA), qui appelle à une «approche équilibrée». L'*expansion clawback* empêchera les bénéficiaires de subventions d'investir en Chine pour étendre leurs capacités industrielles, tandis que le *technology clawback* leur interdira d'y mener des efforts conjoints de recherche. Dans son commentaire public, la SIA estime que le principe des garde-fous, dans l'esprit de la loi votée au Congrès, était de restreindre certains nouveaux investissements et de limiter le flux de technologies sensibles vers la Chine, tout en autorisant la poursuite de l'exploitation, la construction ou l'agrandissement d'installations desservant principalement le marché chinois. La réglementation des installations existantes en Chine, dont la SIA estime qu'elles devraient être exemptées d'*expansion clawback*, ou le *technology clawback*, incluant des activités «commerciales ordinaires» telles que la concession de brevets, sont jugés trop sévères par la SIA.

En second lieu, les industriels du secteur expriment régulièrement leur inquiétude concernant l'exigence de conformité avec le National Environmental Policy Act (NEPA), qui pourrait «considérablement retarder» le démarrage des nouvelles installations bénéficiant de financements du CHIPS Act. Le DoC, déterminé à ne pas abandonner son volet environnemental, a organisé la semaine dernière un webinaire d'information concernant le questionnaire environnemental,

première étape du processus d'évaluation des projets.

Brèves

- Dans un effort de nationalisation de son approvisionnement en semiconducteurs, Apple a conclu avec Broadcom un accord de «plusieurs milliards de dollars» pour que le fabricant de puces fournisse des composants de radiofréquence 5G fabriqués aux États-Unis. Apple s'est engagé en 2021 à dépenser 430 Md\$ auprès de fournisseurs et de fabricants américains sur une période de cinq ans. Apple est le plus gros client de Broadcom, et représentait en 2022 environ 20 % des ventes annuelles du groupe.
- L'administration chinoise a déclaré au terme d'une enquête lancée en mars que les semiconducteurs de Micron Technology posaient des risques pour son infrastructure réseau critique, et en a interdit la vente auprès des opérateurs chinois, alors que la Chine et Hong-Kong représentaient 25% des revenus annuels de Micron en 2022. Les puces mémoires produites par le groupe américain étant facilement remplaçables par des équivalents sud-coréens, les États-Unis ont demandé dès avril à la Corée du Sud de faire en sorte que ses entreprises ne se substituent pas à Micron en cas d'interdiction. Le Département américain du Commerce a déclaré s'opposer fermement à cette interdiction et demande des explications à la Chine. Ainsi, la Secrétaire américaine au Commerce G. Raimondo a évoqué l'affaire lors d'une rencontre avec le Ministre au Commerce chinois W. Wang ce jeudi. Le député M. Gallagher (R-Wis), président de la commission sur la Chine à la Chambre, souhaite que l'entreprise chinoise Changxin Memory Technologies soit placée sur l'Entity List du Department of Commerce, interdisant ainsi toute relation avec les entreprises américaines.

Agriculture et industrie agroalimentaire

11. L'USDA anticipe un marché globalement «baissier» des matières premières agricoles

Dans son [rapport](#) du mois de mai (*World Agricultural Supply and Demand Estimates*), l'USDA

a établi ses premières estimations de marché pour 2023/2024 pour les États-Unis, notamment en intégrant les décisions de semis des cultures de printemps. Ces estimations anticipent un marché américain baissier principalement pour le maïs maïs

également pour le soja. Ces tendances seraient confirmées au niveau mondial.

Pour le maïs, les surfaces semées aux États-Unis devraient progresser de 4 % (à 37,2 Mha). Pour un rendement estimé à son niveau tendanciel (11,4 t/ha), la production 2023 augmenterait ainsi de +11 % (à 388 Mt). Le prix moyen du maïs américain diminuerait de 27,3 % pendant la campagne 2023/2024, à 189 \$/t. Cette tendance serait confirmée au niveau mondial avec une production record de 1219 Mt (+6 %). Les augmentations les plus importantes concerneraient les États-Unis, mais aussi l'Argentine, l'Union européenne, la Chine et la Serbie et seraient en partie compensées par des récoltes plus faibles en Ukraine et au Brésil.

S'agissant du soja, les surfaces semées seraient stables par rapport à 2022, à 35,4 Mha. En revanche, l'USDA prévoit une augmentation du rendement de 4,8 % à 3,5 t/ha. La production de soja américain en

2023 s'établirait donc à 123 Mt. Au niveau mondial, la récolte devrait s'élever à 410 Mt (+11 %), principalement grâce à une hausse des rendements. L'USDA estime la production d'huile à 63 Mt et de tourteaux à 261 Mt et une augmentation des stocks de fin de campagne (+9 Mt, +9 %). Le prix moyen du soja américain pour la campagne 2023/2024 est estimé par l'USDA à 445 \$/t (soit -21 %).

Enfin, l'USDA prévoit des surfaces semées en blé à 20,2 Mha, en hausse de 9 % par rapport à 2022. En revanche, le rendement moyen est estimé à 3,04 t/ha, soit une baisse de 3,9 % par rapport à 2022. La production 2023 est projetée à 45,2 Mt, soit une augmentation très limitée (+0,5 %). Les prix moyens du blé aux États-Unis devraient s'établir à 294 \$/t au cours de la prochaine campagne, en baisse de 10 %. Au niveau mondial, la production devrait atteindre 790 Mt (+0,2 %) avec une consommation prévue à 791,7 Mt (-0,4 %).

Numérique et innovation

12. L'interdiction de l'application TikTok dans l'État du Montana est attaquée en justice.

Le Gouverneur républicain du Montana, Greg Gianforte, a signé, le 17 mai, la loi [SB 419](#) qui interdit l'usage, à compter du 1^{er} janvier 2024, de l'application TikTok à l'intérieur des frontières de l'État. Le Montana est ainsi le premier État à interdire purement et simplement l'application, allant ainsi bien plus loin que l'interdiction de son usage sur les appareils publics d'ores et déjà décrétée au niveau fédéral. Le texte, après avoir décrit et justifié les risques que fait peser l'usage de l'application, nommément désignée, quant à la protection des données des utilisateurs vis-à-vis du Parti communiste chinois et de la santé et la sécurité des usagers, instaure un principe d'interdiction de son usage tant par les entreprises que par les particuliers. Toute violation de ce principe par TikTok ou un magasin d'applications qui aurait permis son téléchargement et son utilisation, expose le contrevenant à une amende de 10 000 \$ par infraction et par jour tant qu'il n'y est pas mis fin. La loi a, le jour même, fait l'objet d'une requête en annulation devant une Cour du circuit fédéral du district du Montana, par un groupe de 5 utilisateurs de l'application. L'entreprise TikTok a également déposé un recours le 22 mai. Les moyens principaux des deux recours sont similaires, à savoir, d'une part, la violation de la liberté de d'expression protégée par le

1^{er} amendement de la Constitution, l'app étant l'un des principaux outils pour de nombreux utilisateurs pour communiquer et s'ouvrir au monde et d'autre part, l'incompétence de l'État pour réguler au nom de la sécurité nationale, une prérogative fédérale, ou pour fixer des règles qui entraveraient les échanges entre plusieurs États (le blocage dans l'État d'un contenu généré dans un autre État). En tout état de cause, la mise en œuvre d'une telle interdiction à l'intérieur des frontières d'un seul État est questionnée par la plupart des experts. Enfin, le gouverneur a signé le même jour un « *Executive Order* » qui prohibe l'utilisation sur des appareils d'État d'applications liées à des adversaires étrangers comme WeChat, Temu ou CapCut s'agissant de la Chine ou Telegram pour la Russie.

13. Le Président Biden dévoile sa feuille de route en matière d'IA

Le Président Biden a [annoncé](#) le lancement d'une feuille de route sur l'intelligence artificielle. Cette nouvelle stratégie s'appuiera sur les efforts précédemment déployés par le gouvernement s'agissant de l'encadrement de l'usage et du déploiement des systèmes d'IA, à l'instar du « *Blueprint for an AI Bill of Rights* » (publié par la Maison Blanche), du « *AI Risk Management Framework* » (du National Institute for Standards and Technology – NIST), ou encore de la feuille de route pour mettre en place une « *National AI Research Resource* » (NAIRR). Elle vise à contribuer

au maintien du leadership des États-Unis dans le développement et l'utilisation de systèmes d'IA dignes de confiance.

La feuille de route comprend deux axes majeurs. Premièrement une mise à jour du plan stratégique national pour la recherche et le développement sur l'IA pour mettre l'accent (i) sur les investissements fédéraux dans la recherche et le développement et (ii) sur la collaboration internationale en la matière. L'édition actualisée vise à garantir que les outils d'IA deviennent « dignes de confiance, fiables et sûrs », tout en développant des normes pour l'industrie. Deuxièmement, l'Office of Educational Technology du Département américain de l'Éducation a également publié un nouveau rapport sur les risques et les opportunités que l'IA pourrait créer dans le domaine de l'éducation. Les législateurs ont déjà commencé à prédire que cette technologie pourrait provoquer des perturbations dans les écoles semblables à celles engendrées par la démocratisation de l'accès à l'internet.

Avant de s'engager dans une stratégie sur le long terme, l'administration Biden a décidé de lancer une concertation auprès du public dans le cadre de cette nouvelle feuille de route. Les citoyens auront jusqu'au 7 juillet 2023 pour se prononcer et répondre aux questions (i) sur les garanties nécessaires pour protéger les droits individuels à mesure que l'intelligence artificielle progresse, (ii) sur son impact sur les emplois des Américains et (iii) sur la manière dont la technologie peut être utilisée pour améliorer les services publics.

Brèves

- L'administration Biden a annoncé mardi la création d'un groupe de travail sur la santé et la sécurité des enfants en ligne, qui vise à protéger la santé mentale, la vie privée et d'autres aspects de la vie en ligne des jeunes. Le groupe

de travail devra rendre ses recommandations au printemps 2024. Plusieurs ministères ont également pris de nouvelles mesures pour protéger la confidentialité des données des enfants, lutter contre les contenus pédopornographiques, etc.

- Selon Shou Zi Chew, directeur général de TikTok, la société ByteDance Ltd. est « sur la bonne voie » en ce qui concerne son engagement à faire héberger et superviser toutes les données des utilisateurs américains par Oracle Corp. Afin de prouver qu'il est digne de confiance aux États-Unis, TikTok va donner à Oracle un accès complet à son code source, à son algorithme et à son matériel de modération de contenu.
- Le président Joe Biden a nommé Anna Gomez, une avocate chevronnée du secteur des télécommunications, au poste de troisième démocrate à la Commission fédérale des communications (FCC). La confirmation de Mme Gomez débloquerait une impasse de plus de deux ans au sein de la FCC, ce qui permettrait à l'agence d'approuver des réglementations plus controversées, telles que le rétablissement des protections de la neutralité du réseau à l'échelle nationale. En effet, cette nomination intervient quelques mois après le retrait de la précédente candidate Gigi Sohn, qui avait fait l'objet d'une campagne d'opposition intense de 16 mois menée par les Républicains.
- La société Meta, maison mère de Facebook, a été condamnée à une amende record de 1,2 Md€ par la Data Protection Commission (DPC), le régulateur irlandais de la vie privée, une somme sans précédent à l'échelle de l'Union européenne. L'entreprise devrait faire appel de la décision.

Santé

14. La FTC souhaite renforcer la réglementation sur la confidentialité des données de santé en ligne

La Federal Trade Commission (FTC) a [proposé](#) le 18 mai de clarifier la manière dont elle envisage d'utiliser une règle relative à la responsabilité des entreprises de santé en cas de cyberattaque portant sur les données de santé, afin d'étendre son contrôle de l'utilisation de ces données par les entreprises à des fins de marketing.

Au début de l'année, la FTC a utilisé la règle de notification des atteintes à la santé (Health Breach

Notification Rule) dans le cadre d'un règlement de 1,5 M\$ avec GoodRx, accusant le site de vente de médicaments sur ordonnance et de services de télésanté d'avoir partagé des données avec Google, Facebook et d'autres entreprises.

La FTC avait alors déclaré que c'était la première fois qu'elle utilisait une règle de 2009 à l'encontre d'une entreprise pour avoir partagé des données de santé de ses clients avec des partenaires commerciaux. GoodRx a accepté de payer une amende et de modifier ses pratiques commerciales,

mais a déclaré qu'elle estimait être en conformité avec la réglementation.

La proposition de règlement publiée le 18 mai vise à expliciter la règle aux qui s'applique aux acteurs de santé numériques qui ne relèvent pas directement de la Health Insurance Portability and Accountability Act (HIPAA), la loi fédérale sur la protection de la vie privée qui régit la protection des données par les régimes de santé et les prestataires de soins. Il s'agit de préciser comment les applications de santé – définies au sens large pour inclure les produits et services de fitness, de sommeil, de diététique et de santé mentale – seront obligées d'informer les clients si les données qu'ils auraient transmises ont pu faire l'objet d'un piratage informatique ou être exploitées par des partenaires commerciaux à des fins de marketing, sans leur approbation.

La Commission entend s'assurer que les développeurs d'applications comprennent leurs obligations en matière de notification, même si une application est positionnée comme un produit de « bien-être » plutôt que comme un produit de « santé », a écrit l'agence.

Les produits de santé étant de plus en plus disponibles en ligne, les consommateurs génèrent des quantités croissantes de données de santé, que ce soit par le biais de recherches sur Internet, d'appareils portables, d'applications ou de sites web, qui ne sont pas couvertes par la loi HIPAA.

Outre la FTC, d'autres agences ont également pris des mesures. Par exemple, le directeur du Bureau des droits civils du ministère de la santé et des services sociaux a déclaré que son équipe avait lancé sa propre enquête sur les fuites présumées de

données privées, qualifiant la collecte de données de santé en ligne de « problématique » et de « répandue ». En décembre, le bureau a publié un bulletin élargissant sa définition des informations de santé personnellement identifiables et limitant l'utilisation de certaines technologies de marketing. La FTC recueillera les commentaires du public pendant 60 jours après la publication de la proposition dans le registre fédéral.

Brèves

- Selon une enquête de la Réserve fédérale [publiée](#) le 22 mai 2023, la proportion d'Américains qui ont renoncé à un traitement médical l'année dernière en raison des coûts a considérablement augmenté par rapport aux niveaux les plus bas atteints en 2020 et 2021. Les personnes sans assurance sont deux fois plus susceptibles de ne pas suivre de traitement, selon l'enquête de la Fed.
- Les pénuries de médicaments anticancéreux et d'autres médicaments vitaux [atteignent](#) leur niveau le plus élevé depuis dix ans, obligeant les médecins à trouver des solutions de contournement et l'administration Biden à mettre en place une réponse gouvernementale globale. L'American Cancer Society a mis en garde au début du mois contre des problèmes d'approvisionnement en médicaments de chimiothérapie qui pourraient « mettre des vies en danger » et pour lesquels il n'existe pas d'alternative efficace.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.